



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la
Protection des Populations de la Sarthe
Service Protection de l'Environnement**

19 Boulevard Paixhans
CS 91631
72016 LE MANS Cedex 2

Le Mans, le 12/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées Visite d'inspection du 22/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DROUAULT
84 Rue Constant DROUAULT
72000 LE MANS

Code AIOT : 0057201121

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2024 dans l'établissement DROUAULT, implanté 84 Rue Constant DROUAULT - 72000 LE MANS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DROUAULT
- 84 Rue Constant DROUAULT - 72000 LE MANS
- Code AIOT : 0057201121
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est soumis au régime de l'autorisation pour la rubrique 2730 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Thèmes de l'inspection : Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
8	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
11	Autosurveillance respect VLE	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32-III	Demande d'action corrective	4 mois
12	Autosurveillance respect VLE	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32-IV	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
2	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II	Sans objet
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
9	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
10	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
13	Autosurveillance- fréquence de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
14	Autosurveillance- prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
15	GEREP - déclaration des rejets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
16	GEREP - déclaration des prélèvements	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Comme indiqué ci-dessus, l'inspection réalisée le 22 mai 2024 avait pour objectif de contrôler le respect des prescriptions relatives aux rejets aqueux ; à cette occasion des non-conformités ont été relevées :

- suite à l'évolution réglementaire relative à la recherche de substances dangereuses dans les rejets (AM RSDE), les substances dangereuses spécifiques à l'activité industrielle n'ont pas été recherchées, ni les substances entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau ;
- les résultats des analyses effectuées sur les rejets aqueux ne sont pas régulièrement reportés sur la plateforme GIDAF.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Un plan des réseaux a été fourni lors de l'inspection. Celui-ci est à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduelles sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : L'établissement est équipé d'un système de filtration permettant de supprimer une partie des matières en suspension présentes dans les rejets aqueux. Les rejets aqueux de l'établissement sont dirigés vers une station d'épuration urbaine.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Le point de prélèvement des rejets aqueux est situé après le système de filtration. Un préleveur automatique est présent, il mesure en continu le débit, le pH et la température du rejet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m ³ . Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : La mesure du débit est réalisée en continu grâce à un compteur mis en place au niveau du point de prélèvement. Ce débit fluctue en fonction de l'approvisionnement des plumes. Les mesures montrent des variations de débit entre 67 m ³ /j et 207 m ³ /j avec des pics exceptionnels de 400 m ³ /jour. L'établissement est autorisé pour un débit maximal de 500 m ³ /jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : Le programme de surveillance mis en place pour les macro-polluants est respecté. Le débit est mesuré quotidiennement. La DCO et les MES sont surveillés tous les mois. Les points DBO, NGL, P, pH et température sont contrôlés tous les trimestres. Point conforme. Les substances dangereuses ne font pas l'objet à ce jour d'un programme de surveillance. Point non conforme.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Au vu de l'évolution réglementaire (AM RSDE du 24/08/2017), il est attendu un positionnement pour les substances dangereuses rejetées dans l'eau de la part de l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE
Prescription contrôlée : Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.
Constats : Des dépassements de DCO (1100 au lieu de 1000 mg(O ₂)/L) ont été relevés lors des analyses de mai 2023, décembre 2023 et janvier 2024, en raison de traitement de plumes sales. Les analyses de 2023 et de janvier à mars 2024 ont été visées lors de l'inspection. Les analyses effectuées montrent que les rejets aqueux issus de l'établissement respectent les valeurs limites d'émission.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassements et actions correctives
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Concernant les dépassements de DCO, la présence de plumes sales est identifiée comme cause du dépassement. Ces résultats restent conformes sans obligation d'action corrective.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : La transmission des résultats d'autosurveillance sur GIDAF n'est pas réalisée régulièrement. Les dernières analyses postées sur GIDAF sont celles de décembre 2023. Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai de transmission des résultats est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant.
Point non conforme
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu que les résultats d'analyses sur les rejets aqueux soient transmis sur GIDAF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Le laboratoire effectuant les analyses sur les rejets aqueux de l'établissement est agréé et accrédité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

Constats :

L'établissement n'est pas dans l'obligation d'effectuer un recalage puisque les analyses sont effectuées par un laboratoire d'analyse agréé et accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC). Le prélèvement est aussi réalisé sous accréditation COFRAC.

Le préleveur fait l'objet d'une maintenance annuelle.

Le débitmètre a été étalonné le 18/01/2023.

Le pH a été calibré le 06/09/2023 ainsi que le préleveur (étalonnage : vérification des chaînes de mesure de température, vérification des systèmes de mesure de vitesse et vérification des instruments de mesure de volume).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Autosurveillance- respect VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32-III

Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE

Prescription contrôlée :

Substances caractéristiques des activités industrielles. Respect des VLE

Constats :

Une première campagne de recherche des substances dangereuses a été réalisée par l'établissement en 2013.

Il a été conclu par le bureau d'études en charge de la campagne de recherche des substances dangereuses de l'absence de surveillance pérenne.

Depuis 2013, aucune recherche de substances caractéristiques des activités industrielles n'a été réalisée malgré l'évolution réglementaire.

Point non conforme.**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est attendu de l'établissement d'effectuer une analyse pour les différentes substances caractéristiques des activités industrielles:

	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite de concentration	Seuil de flux
(1) Indice phénols	-	1440	0,3 mg/l	si le rejet dépasse 3 g/j
(2) Indice cyanures totaux	57-12-5	1390	0,1 mg/l	si le rejet dépasse 1 g/j
(3) Chrome hexavalent et composés (en Cr6+)	18540-29-9	1371	50 µg/l	si le rejet dépasse 1g/j
(4) Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,1 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
(5) Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,150 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
(6) Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
(7) Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	0,2 mg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
(8) Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j
(9) Manganèse et composés (en Mn)	7439-96-5	1394	1 mg/l	si le rejet dépasse 10 g/j

(10) Etain et ses composés (en Sn)	7440-31-5	1380	2 mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j
(11) Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	-	7714	5 mg/l	si le rejet dépasse 20 g/j
(12) Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) (1)	-	1760 (EOX)	1 mg/l	si le rejet dépasse 30 g/j
(13) Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l	si le rejet dépasse 100 g/j
(14) Ion fluorure (en F-)	16984-48-8	7073	15 mg/l	si le rejet dépasse 150 g/j
Type de suites proposées : Avec suites				
Proposition de suites : Demande d'action corrective				
Proposition de délais : 4 mois				

N° 12 : Autosurveillance- respect VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE
Prescription contrôlée : Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau
Constats : Dans le cadre de l'action RSDE (Rejets de Substances Dangereuses dans les Eaux) de 2013, une campagne de mesure a été réalisée sur une liste de substances déterminées. Cette campagne a permis de conclure de la part du laboratoire en charge de cette recherche de l'absence de surveillance pérenne. Certaines substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau (art 32-4 de l'arrêté du 02/02/1998) n'ont pas été prises en compte suite à de l'évolution réglementaire (arrêté ministériel du 24/08/2017).
Point non conforme
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu un positionnement quantitatif ou qualitatif pour les substances suivantes :
Substances de l'état chimique
Alachlore
Anthracène*
Atrazine
Benzène
Diphényléthers bromés
Tétra BDE 47*
Penta BDE 99*

Penta BDE 100
Hexa BDE 153*
Hexa BDE 154
HeptaBDE 183*
DecaBDE 209
Cadmium et ses composés*
Chloroalcanes C10-13*
Chlorfenvinphos
Chlorpyrifos (éthylchlorpyrifos)
Pesticides cyclodiènes (Aldrine, Dieldrine, Endrine, Isodrine)
DDT total (1)
1,2-Dichloroéthane
Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)
Diuron
Endosulfan (somme des isomères)*
Fluoranthène
Naphtalène
Hexachlorobenzène*
Hexachlorobutadiène*
Hexachlorocyclohexane (somme des isomères)*
Isoproturon
Mercure et ses composés*
Nonylphénols *
Octylphénols
Pentachlorobenzène*
Pentachlorophénol
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)
Benzo (a) pyrène*
Benzo (b) fluoranthène*
Benzo (k) fluoranthène*
Benzo (g, h, i) perylène*
Indeno (1,2,3-cd) pyrène*
Simazine
Tétrachloroéthylène
Tétrachlorure de carbone
Trichloroéthylène

Composés du tributylétain (tributylétain-cation)*
Trichlorobenzènes
Trichlorométhane (chloroforme)
Autres substances de l'état chimique
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)*
Trifluraline*
Acide perfluoro octanesulfonique et ses dérivés* (PFOS)
Quinoxylène*
Dioxines et composés de type dioxines* dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD
Aclonifène
Bifénox
Cybutryne
Cyperméthrine
Hexabromocyclododécane* (HBCDD)
Heptachlore* et époxyde d'heptachlore*
Polluants spécifiques de l'état écologique
Arsenic et ses composés
AMPA
Glyphosate
Toluène
Tributylphosphate (Phosphate de tributyle)
Biphényle
Xylènes (Somme o,m,p)
Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 13 : Autosurveillance- fréquence de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque les flux définis ci-dessous sont dépassés, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective.</p> <p>2° Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation.</p>

Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : La fréquence des analyses effectuées pour les macro-polluants est respectée et correspond au flux donné.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Autosurveillance- prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.
Constats : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur pour les puits et la consommation en eau de ville. Les résultats sont reportés de manière hebdomadaire sur un fichier informatisé. Les données des années 2022 et 2023 ont été fournies lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : GEREP- déclaration des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des rejets
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;
Constats : La déclaration GEREP relative aux rejets de 2023 est cohérente avec les données fournies.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : GEREP- déclaration des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des prélèvements
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an ;
Constats : La déclaration GEREP de 2023 de l'exploitant reprend la consommation annuelle en eaux souterraines et en eau de ville.
Type de suites proposées : Sans suite